



Rassemblement du 6 mars 2004

AC ! 84 (agir ensemble contre le chômage et la précarité) s'est créée il y a 10 ans ; son but est toujours l'abolition du chômage et de la précarité ; mais nos dirigeants politiques et économiques et principalement l'état et le medef, avec la complicité de certains syndicats, en décident autrement, au nom du libéralisme, de la loi des marchés et de la compétitivité ; les besoins des citoyens et les droits élémentaires de ceux-ci sont bafoués, c'est ainsi entre autres, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, 252400 à 369800 chômeurs n'auront plus aucun droit à l'assurance chômage ; 13500 à 25000 fin janvier ; 26600 à 39000 fin février ; 25500 à 32400 fin mars et ainsi de suite ; cela concernera 850000 personnes à terme. Les chômeurs qui ont respecté le contrat du PARE imposé par le MEDEF, la CGPME, l'UPA d'une part et par la CFDT, la CGC, la CFTC d'autre part, sans représentativité des représentants de chômeur, se voit à partir du 1<sup>er</sup> janvier avec une rupture de contrat abusive, orchestrée par le trio FILLON, CHEREQUE, SEILLIERE.

Cette rupture de contrat abusive va accentuer la précarité et la pauvreté et pour bon nombre, il ne restera que les minimas sociaux, inférieur au seuil de pauvreté (579€) ou le RMI (417,88€ hors forfait logement) ; et à condition d'y avoir droit, puisque l'accès est lié aux ressources du foyer ; beaucoup n'auront rien. C'est la même volonté d'apauvrir et de précariser qui préside à la loi du RMA et c'est toujours le même trio qui a préparé des retentes en baisse, auxquelles tous ceux et surtout celles, qui ont connu des périodes de chômage et de précarité n'auront jamais droit.

D'après nos dirigeants la croissance fait défaut aurait-il pensé à un meilleur partage des richesses et du travail, ils préfèrent structurer le chômage et les 5 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté ont de plus en plus recours aux restos du cœur, médecin du monde réouvre des structures en France (ne sommes nous pas la 4<sup>ème</sup> puissance au monde) ; la situation est pire qu'en 1995 et les mesures prises ne feront qu'accentuer le désastre pour cette France d'en bas ; La France d'en haut qui décide se porte par contre de mieux en mieux.

Devant l'extension du chômage et de la précarité, AC84 !

- refuse l'aggravation de l'exclusion et des inégalités
- refuse l'amputation de la durée d'indemnisation des ASSEDIC au 1<sup>er</sup> janvier 2004
- refuse les temps partiels imposés et insuffisants pour vivre
- refuse l'instauration du RMA aboutissant à la précarité imposée
- refuse la suppression des emplois jeunes
- refuse les fermetures d'usine entraînant de nombreux licenciements

AC !84 demande instamment

- la revalorisation des minimas sociaux
- la renégociation de l'accord UNEDIC du 20 décembre 2002
- l'arrêt de la loi RMA
- l'obtention de nouveaux droits, entre autres : l'extension d'un revenu pour les jeunes de moins de 25 ans
- Attribution d'un revenu décent pour vivre (égal au SMIC) pour tous les chômeurs et précaires
- Faire de la réelle formation gratuite pour tous les chômeurs et précaires qui le désirent

AC ! 84 LA BARBIERE, 24 avenue Mazarin 84000 AVIGNON

Tél./fax : 04 90 88 01 00 – courriel : [ac84@no-log.org](mailto:ac84@no-log.org)

Permanence le mercredi de 9h à 12h30 ; le jeudi de 15h à 18h

